

Santé : on ne restaurera pas la confiance par l'obligation vaccinale !

jeudi 13 juillet 2017, par [CANTALOUPE Frank](#), [PROUHET Frank](#) (Date de rédaction antérieure : 13 juillet 2017).

Face aux 41% de FrançaisEs qui s'interrogent sur les vaccins, le gouvernement a décidé d'une mesure qui a pourtant déjà fait la preuve de son inefficacité : porter de trois à onze les vaccins obligatoires pour les enfants. Inefficace, car la France, malgré son obligation vaccinale, a en réalité des taux de vaccination inférieurs à beaucoup de pays européens qui prônent simplement une liste de vaccins recommandés.

Le risque d'une couverture vaccinale trop basse, c'est la réapparition de flambées épidémiques, comme la France a pu en connaître en 2008 avec la rougeole : 23 000 enfants touchés, 1500 pneumopathies graves, 34 atteintes neurologiques et dix enfants décédés. En Espagne, la diphtérie avait disparu depuis 1987 grâce aux vaccinations. Un nourrisson en est mort en 2015 à Barcelone. Ses parents avaient refusé de le faire vacciner. Ils ont depuis porté plainte contre les ligues anti-vaccination qui avaient inspiré leur refus fatal.

Scandales à répétition

La raison de cette défiance, particulièrement marquée en France, ce sont les scandales à répétition, qui révèlent les liens incestueux unissant ministres de la Santé, laboratoires et spécialistes du haut comité de la vaccination. On se souvient ainsi du scandale de la vaccination de masse, en 2009, contre la grippe H1N1, qui allait se révéler rapidement inoffensive. Un scandale à 2,2 milliards d'euros, qui a fait durablement chuter le taux de vaccination des plus âgés contre le grippe. Le choix français de la vaccination universelle contre l'hépatite B est aussi un échec : de très nombreux adultes sans facteur de risque ont été vaccinés, à l'âge où les poussées de sclérose en plaque sont maximum, et le vaccin a été mis en accusation. La méfiance est de mise et au total, en France, seuls 40% des nourrissons de deux ans sont vaccinés contre l'hépatite B, à comparer à des taux de 95% en Europe du Sud. Sous-vaccination parmi les populations cibles, sur-vaccination et prise de risque pour les autres : un échec complet, sauf pour les profits de GSK et Sanofi.

Ces politiques scandaleuses, plus inspirées par la recherche du profit que par une analyse du rapport bénéfice-risque, laissent la place libre au discours des anti-vaccination. On discute des liens entre vaccination hépatite B et sclérose en plaque. Mais qui sait que chaque année en France 1300 personnes décèdent d'une hépatite B, par cirrhose ou cancer primitif du foie ? Une balance bénéfice-risque favorable pour ce vaccin, selon la revue indépendante *Prescrire*, qui propose de vacciner les nourrissons à un âge où il n'y a pas de sclérose en plaque. Balance bénéfice-risque scandaleusement défavorable à l'opposé pour le vaccin anti-rotavirus, pourtant un temps incorporé à la liste des vaccins recommandés. Deux décès de nourrissons après vaccination, alors que le rotavirus tue moins de dix enfants en moyenne par an en France !

Rétablir la confiance

On ne restaurera pas la confiance en passant par l'obligation vaccinale. Encore moins quand la décision vient d'une ministre de la Santé, Anne Buzyn, qui à la tête de la Haute autorité de Santé mettait en doute l'utilité de l'indépendance des experts, osant même déclarer que l'indépendance

« pose la question de la compétence ». Rétablir la confiance passe obligatoirement par un travail de conviction des parents et des médecins. Par un vaste débat démocratique et pas une parodie de concertation. Par la rupture sans équivoque de tous les liens d'intérêts entre experts et industrie. Par la co-organisation de ces débats par les associations de malades qui se battent pour des vaccins plus sûrs, sans adjuvants aluminiques par exemple, parfois responsables d'une pathologie neuro-musculaire, la myofascite à macrophage. Par le financement des études sur cette pathologie et la mise à disposition d'un vaccin sans aluminium, puisqu'il existe une alternative avec le phosphate de calcium.

Lever le soupçon, c'est le seul moyen de faire accepter à des populations cibles bien définies, une liste réduite de vaccins recommandés, utiles, bien testés, gratuits, aux effets secondaires limités et socialement acceptés. Pour le bénéfice de touTEs... à l'exclusion de l'industrie pharmaceutique !

Frank Cantaloup

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 392 (13/07/2017) :

<https://npa2009.org/actualite/sante/ne-restaurera-pas-la-confiance-par-lobligation-vaccinale>